**Coup de gueule du Professeur Gaston Mandata Nguérékata sur les candidatures de Touadera, Bozizé et Samba-Panza !**

**Pour paraphraser un artiste ivoirien du groupe Espoir 2000 : « Avant les prochaines élections, on fera tous les bilans. Qui est qui ? Qui est devenu quoi ? Qui fait quoi dans la vie ? Parce que si l’on prend le chemin de « je m’en fous », on va se retrouver au village de « si je savais ». C’est dans cette optique que se situe cette intervention du professeur Gaston Mandata N’guérékata qui non seulement s’étonne de la cascade de déclarations de candidatures pour la future présidentielle mais aussi de leur opportunité. A l’heure du bilan, un choix cartésien est plus qu’impératif si l’on veut que ce pays renaisse un jour de ses cendres. Une exclusivité du journal La Fraternité.**

***La Fraternité (LF) : Les 50 partis alliés du MCU sont en conclave en ce moment pour la rédaction du règlement intérieur définissant les conditions de leur soutien au Président Touadera. Pourquoi le PARC dont vous êtes le Président, a-t-il renouvelé son alliance au Président Touadera ? Cela ne vous gêne-t-il pas que des groupes armés tels que l’UPC de Ali Darass affirment soutenir le même candidat que vous ?***

Gaston Mandata N’guérékata (GMN) : Pour rappel, le Vice-Président du PARC a signé une alliance politique avec la plateforme de la Majorité présidentielle dénommée «Bé oko» sans pouvoir m’en tenir informé. Par ailleurs, cette alliance est conclue sans aucun consensus préalable au sein du parti. En ma qualité du Chef de parti, je n’ai été informé que bien plus tard par une tierce personne. Une alliance politique ne se met en place que sur la base d’un programme commun de gouvernement. Cette démarche me parait cavalière, et donc porteuse d’échecs.

***LF : Qu’en est-il alors de votre soutien personnel au Président Touadera ?***

GMN : Ecoutez ! comme bien d’autres candidats à l’élection présidentielle de 2015-2016, j’ai apporté mon soutien au second tour au Président Touadera car il nous avait promis de « cogérer le pouvoir » (sic) et nous avions concocté à son attention un programme commun de gouvernement. Malheureusement, force est de constater que le Président a géré le pouvoir seul sans ses alliés. Je suis resté fidèle à mes engagements en espérant un changement de gouvernance, de collaboration réelle avec les alliés. Ce fut en vain. Le Président ne m’a jamais consulté sur aucune décision politique ou de gouvernance.

***LF : Que comptez-vous faire alors puisque de nouvelles échéances arrivent ?***

GMN Je ne renouvellerai mon soutien à sa candidature que si les préalables suivants sont remplis : 1) Il faut mettre l’APPR ou Accord de Khartoum dans les poubelles. Cet Accord, comme je l’ai toujours dit, ne peut conduire à la paix. C’est un marché de dupes. Les violences contre les populations et le pillage des ressources de notre pays continuent malgré les nombreuses concessions faites. Pire, cet accord a légitimé nos bourreaux. Les images de Khartoum ont choqué plus d’un. Aucun patriote convaincu ne pouvait se prêter à de tels spectacles. La Communauté internationale a même poussé le comble jusqu’à faire asseoir notre président, le Président du peuple, à la table des ennemis du peuple. C’est inacceptable. C’est un échec de plus, le énième d’une longue série d’accords de paix qui devrait amener la communauté internationale à abandonner définitivement la logique paix contre partage du pouvoir. 2) Il faut rapporter ici et maintenant tous les décrets de nomination de ces criminels et autres malfrats conformément à la Constitution et aux recommandations du Forum de Bangui de 2015. 3) Il faut que le Président se fâche un peu. Qu’il tape du poing sur la table. A défaut d’avoir instruit l’Inspection Générale d’Etat pour combattre la corruption qui a atteint un niveau historique, il doit commencer à sévir contre les détourneurs de biens publics et montrer à la face du monde que l’impunité n’est plus permise sous le règne de Touadera. Enfin vous comprenez que je ne me sentirai pas à l’aise pour battre campagne pour lui dans mon Paoua natal. Mes frères de Paoua sont très fiers et exigeants. Ils me demanderont cette question : ou était ton candidat quand on nous massacrait ? Pourquoi n’est-il pas venu essuyer nos larmes ? Les mêmes questions me seront posées dans la Ouaka ou j’étais sorti premier et de loin de tous les candidats au premier tour de la présidentielle de 2015.

Enfin, ne l’oubliez pas. Je suis un homme politique Centrafricain, libre de son action et ses choix en matière électorale.

***LF : Parlant de soutiens, les Anti-balakas dénoncent ce qu’ils appellent la chasse aux sorcières menée par le pouvoir de Bangui contre eux tandis que les 3R écument une grande partie du territoire, défient la MINUSCA avec des mines antichars et n’hésitent pas à tirer sur les FACAs. Que se passe-t-il avec la mise en œuvre de l’APPR-RCA qui devrait entrainer la dissolution des groupes armés ?***

GMN : Il y a manifestement deux poids deux mesures. Tandis que deux leaders anti balakas sont à la CPI, que des ministres issus de ce groupe ont des ennuis avec la justice, les criminels étrangers sont traités avec tous les égards et nourris sur l’argent du peuple. Je ne comprends pas. Sidiki, Darassa et Al Khatim ont du sang des centrafricains sur la main ; ils n’ont aucun intérêt à ce que la paix revienne dans le pays. Bon sang, arrêtons de jouer aux naïfs. Ces criminels ne prospèrent que lorsque le pays va mal. Or, de tous temps, lorsqu’on fait confiance à nos FACAs et qu’on leur en donne les moyens, ils sont capables de repousser n’importe quel ennemi extérieur. Ils l’ont démontré récemment à OBO et près de la ville de BOUAR. Je le répète : Nous pouvons neutraliser ces rebelles. C’est une question de volonté politique. Pendant qu’on y est, le Conseil de Sécurité des Nations Unies vient de renouveler l’embargo sur les armes en RCA pour une période de 12 mois. C’est l’échec de notre diplomatie. C’est ce qui arrive quand on ne fait pas appel aux personnalités les plus qualifiées pour diriger un département aussi stratégique que le ministère des Affaires Etrangères.

***LF : L’ANE est aujourd’hui au cœur de nombreuses controverses. Les opérations électorales piétinent et suscitent moins d’engouement. Des fraudes sont signalées dans plusieurs centres. Les députés ont voté pour le renouvellement du bureau de l’ANE et la Cour Constitutionnelle a donné son visa de conformité, il n’en reste plus que la promulgation. Doit-on dire comme le Président Déby dire qu’il vaut mieux des élections bâclées qu’un quinquennat chancelant ?***

GMN : Ecoutez ! Des élections pour quoi faire ? Pour vivre encore et encore dans l’insécurité totale ? Le peuple est désabusé. Le grand espoir de 2016 s’est évaporé. Faute d’un leadership collégialement assumé et soucieux de l’intérêt général. Aujourd’hui, il y a risque d’affrontements entre deux camps. L’ANE n’a rien fait en 5 ans pour préparer les échéances à venir. C’est l’improvisation permanente dans notre pays. C’est le règne de l’incompétence.

***LF : Beaucoup estiment que le glissement du calendrier électoral est inévitable et appellent à une concertation des Forces Vives de la Nation mais ils ne proposent ni le format de la concertation ni ce à quoi elle devrait aboutir, étant donné que la Cour Constitutionnelle n’était pas pour une nouvelle Transition. Comment trouver l’inconnue de cette équation différentielle ?***

GMN : RIRES !!! J’aime votre question, car tout mouvement peut être décrit par une équation différentielle. La politique, c’est l’art du possible. Je fais confiance à nos compatriotes pour trouver une solution viable pour notre pays. En 1992, notre génie commun a démontré que nous en sommes capables.

***LF : Plusieurs déclarations de candidatures à la présidentielle sont déjà faites parmi lesquelles celle de l’Ancien Président François Bozizé et peut-être bientôt celle de l’ancienne Présidente de Transition Catherine Samba qui pourrait être la seule femme dans cette course. Pensez-vous que ces personnalités devraient se suffire du statut d’anciens Chefs d’Etat et tourner la page politique ou bien que cela participe du jeu démocratique ?***

GMN : Sur le principe, tout centrafricain qui remplit les conditions d’éligibilité peut se porter candidat. Cela dit, les candidatures de rancœur peuvent poser problème pour la quiétude de nos citoyens et la paix. Quand on a exercé le pouvoir pendant 10 ans avec le bilan que l’on sait, que peut-on encore apporter de diffèrent ? J’ai lu quelque part un slogan portant sur l’éducation des jeunes, alors que pendant 10 ans, cet ex-futur candidat n’a construit aucune école et s’est même targue de n’être jamais allé à l’Université et que cela importait peu pour lui et ses enfants ministres. La sagesse aurait voulu qu’il prenne sa retraite politique. Je n’ai pas à juger sa décision surtout qu’elle a été appuyée par son parti.

Quant à l’autre candidature, comment « gouverner autrement » quand on en a eu l’occasion et que le mandat est cousu de gros scandales et malversations financières, de népotisme, d’arrogance et d’absence totale de compassion pour les victimes de la crise de 2013 à 2015 ? Je laisse le peuple et les institutions de la République décider du sort de ces candidats.

Je regrette toutefois que ce soit toujours les mêmes, qui ont échoué, et qui font toujours l’actualité dans un pays devenu la risée du monde par leur incompétence et égoïsme.

***LF : La gestion de la pandémie à COVID 19 est au cœur de nombreuses polémiques. L’opinion nationale s’interroge sur la destination des dons qui ont été faits afin de juguler cette pandémie. La Banque Mondiale a octroyé 10 milliards de Francs CFA afin de confectionner 10 millions de masques à distribuer au Cinq Millions de Centrafricains sur l’ensemble du territoire. Mais les distributions tardent à se faire. Le Ministère de la santé limite aujourd’hui, les tests de dépistage qu’aux personnes qui seraient gravement atteintes. L’Eglise Catholique qui parle du « corona-business » appelle à la publication des dons reçus et ceci dans le souci de la transparence. A-t-on péché par orgueil ou par ignorance ?***

GMN : Gestion opaque de la pandémie du covid-19, mais aussi de la plupart des grands dossiers du pays. C’est devenu un mode de gouvernance. Le Ministre de la Santé, un expert en matière épidémiologique, et ses collaborateurs font ce qu’ils peuvent. En fin de compte, c’est le peuple qui en paie le lourd tribut. Dans ce pays, personne n’est « redevable ». On laisse faire, on ne sanctionne pas. Aucune enquête sur les nombreux scandales financiers ne débouche sur une action en justice. Personne n’est en prison pour détournement et corruption.

***LF : Enseignant que vous avez été et que vous êtes encore. Comment envisagez-vous le système éducatif centrafricain pour les 3 prochaines années au sortir du coronavirus ?***

GMN : Ne me demandez pas un programme de gouvernement. En tant qu’enseignant et parent d’élève, je constate que notre système éducatif est dans un état de dégradation très avancée. Je n’ai pas vu un quelconque leadership dans ce département depuis le départ de madame Gisèle Bedan, un des meilleures ministres de l’Education que notre pays ait connus. On gère le quotidien, sans conviction. Voilà un secteur vital pour le pays qui est entre les mains de personnes sans vision, sans stratégie. D’ici peu, nous aurons un peuple majoritairement sous éduqué, voire analphabète et manipulable à volonté. C’est grave.

***LF : Les députés ont voté la Loi des Finances en fixant le prix de la Carte d’Identité Nationale à Quatre Mille Cinq Cent. Ce prix a été surévalué par le Ministère des Finances à Six Mille Cinq Cent. Ce qui non seulement est une violation de la Loi mais constitue une sorte d’exploitation des populations. A qui profite ce crime ?***

GMN : J’avoue que je ne suis pas bien informé sur ce dossier. Par principe, il faut respecter la loi. Ce qui fait défaut au gouvernement, c’est un déficit de communication. Même s’agissant de bonnes initiatives et décisions, nos dirigeants ne savent pas comment les partager avec le peuple pour avoir son adhésion. Dommage.

***LF. Vos derniers mots :***

GMN : Les prochains mois seront tumultueux. J’en appelle à notre sens patriotique, pouvoir et opposition, pour travailler de manière consensuelle et fraternelle afin d’éviter une autre crise dans cette crise sécuritaire et humanitaire. Je sais que nous en sommes capables. Que Dieu bénisse la RCA et nous guide dans la voie de la sagesse.